La cale sèche mesure 141 mètres de longueur et 45^m75 de large. Le remplissage et la vidange ont lieu sans pompes ; le terrain situé entre la cale sèche et la rive est occupé par les ateliers de réparation.

USINE HYDRO-ÉLECTRIQUE. — L'usine génératrice est construite à l'extrémité ouest du barrage parallèlement à la rive, sur une longueur de 524 mètres et une largeur totale de 40 mètres.

FIG. 2. — COUPE HORIZONTALE DE L'INFRASTRUCTURE PAR UNE TURBINE.

L'infrastructure, dans laquelle sont logées les turbines, a une hauteur de 21 mètres, depuis la base de la fondation. La superstructure, d'une hauteur de 32 mètres, comprend deux étages. Le premier est divisé en deux parties dans le sens de la longueur. D'un côté, la salle des alternateurs ; de l'autre, la salle des transformateurs. La salle des alternateurs est desservie par un pont roulant de 150 tonnes. Au deuxième étage sont installés les interrupteurs et l'appareillage électrique.

L'infrastructure comprend la chambre d'alimentation qui occupe toute la longueur de l'usine et qui contient les grilles de nettoyage. L'admission de l'eau est faite dans chaque turbine, par quatre vannes alimentées par quatre canaux (fig. 2). Au débouché, ces canaux ont une section de 6^m60 x 2^m25. En outre, deux canaux de purge permettent d'évacuer les corps flottants et les glaces.

FIG. 3.

COUPE TRANSVERSALE DE L'USINE

TURBINES. — Les turbines de l'usine (fig. 3) ont été établies pour une puissance unitaire de 10.000 chevaux, au nombre de 30, ce qui donne les 300.000 chevaux sous la chute normale. Elles ne comportent qu'une seule couronne mobile, dont le diamètre est de 4^m75. L'eau utilisée est évacuée par un tube d'aspiration de 5^m50 de diamètre. La couronne mobile comporte 20 aubages et pèse 65 tonnes. Les aubages distributeurs articulés sur des axes creux et commandés par le régulateur, sont en acier coulé. L'arbre principal à un diamètre de 635 millimètres, est creux avec vide de 200 mil-

limètres. Le poids total de 230 tonnes environ des parties tournantes est équilibré par un pivot combiné pour fonctionner soit à huile sous pression, soit par rouleaux. La pression de l'huile est de 16 kilos par centimètre carré et lorsqu'elle diminue, la charge est supportée par les rouleaux. Les rotors ont été, suivant les constructeurs, fondus les uns en une seule pièce, les autres en quatre parties. Dans ce dernier cas, le poids du rotor a été augmenté de 25 tonnes par les assemblages solidarissant les quatre pièces. Le poids total d'une turbine est de 450 à 475 tonnes.

La vitesse du rotor est de 57 tours par minute. L'arrivée d'eau à la turbine se fait par quatre ouvertures munies de vannes. L'une d'elles (fig. 2) alimente un canal n'utilisant que le quart du débit, n'agissant que sur un quart de la circonférence, afin d'éviter les tourbillons dont la formation a été reconnue, et dont l'action se traduisait par l'éloignement de l'axe de la turbine d'un quart du débit ; il en résultait un déséquilibre qui est diminué par ce dispositif.

Des essais effectués sur des modèles de ces turbines ont donné un rendement de 88 pour 100.

La puissance des machines peut varier de 6.000 chevaux sous une chute de 6 mètres, à 14.000 chevaux sous une chute de 11^m50.

Les constructeurs sont la Morris C^o, de Philadelphie et la WELLMAN SEAVER MORGAN, de Cleveland, pour les turbines et la LOMBARD GOVERNOR C^o, pour les régulateurs.

Le courant est produit par des alternateurs triphasés 11.000 volts 25 périodes, type à axe vertical ; la tension est élevée à 110.000 volts dans le poste transformateur et transportée à cette tension.

Pierre GUIEU,
Ingénieur E. P. C.

L'AMÉNAGEMENT DES MONTAGNES

I. — L'INFLUENCE DU REBOISEMENT SUR L'ABONDANCE DES EAUX (1)

Sous ce titre, qui ressemble à celui d'une fable, nous groupons un travail fortement documenté, divisé en trois chapitres, dont chacun d'eux est la reproduction d'études de M. Paul DESCOMBES, le très courageux instigateur de l'œuvre si féconde que réalise L'Association centrale pour l'Aménagement des Montagnes.

L'utilisation des eaux est devenue le problème capital de la science française depuis qu'elle a trouvé dans le transport électrique de leur énergie le moyen de suppléer à l'insuffisance de nos gisements carbonifères. Et la crise du charbon produite par les hostilités fait voir aux plus aveugles combien il est regrettable que l'irrégularité des eaux débitées par la plupart des bassins n'ait pas permis d'aménager un plus grand nombre de chutes pour la production des forces motrices.

Sachant que l'Arbre est le grand Régulateur des eaux, la houille blanche unit ses efforts à ceux de la navigation et des régions menacées par l'inondation pour réclamer le reboisement des montagnes, auquel l'Administration des Eaux et Forêts consacre sa science et son inlassable dévouement. Le reboisement n'a pas d'ailleurs pour seul effet de régulariser le débit des eaux, mais il contribue à leur donner

(1) Extrait de *La Revue Scientifique* du 24 août 1918.

la clarté indispensable pour leur emploi dans les turbines, et agit sur leur abondance en diminuant leur absorption, en augmentant aussi la quantité déposée sur le sol par les phénomènes météorologiques.

ABSORPTION. — La réduction que le reboisement apporte aux déperditions souterraines a spécialement été signalée par les spéléologues : « L'un des principaux résultats de ma huitième campagne souterraine effectuée en Irlande et en Angleterre, dit M. MARTEL, a été de faire constater qu'un reboisement intense, en reconstituant peu à peu la terre végétale, arriverait avec l'aide du temps à oblitérer toutes les fissures d'absorption exiguës des terrains calcaires ; les formations de ce genre, si abondantes dans le Midi et l'Est de la France (Causses, Provence, Jura, etc., etc.), sont craquelées au point que les eaux des pluies y passent comme à travers un crible et ne laissent que des déserts de pierres sur une partie de notre territoire (1). »

PLUIES. — L'influence des forêts sur l'abondance des pluies a fait l'objet d'expériences prolongées à l'Ecole forestière de Nancy (2), et toutes les déterminations faites en France comme à l'étranger montrent que la quantité d'eau pluviale est augmentée de plus d'un dixième par l'état boisé du sol.

CONDENSATIONS OCCULTES. — Le reboisement accroît en outre dans une large mesure les condensations occultes, rosée, brouillard, gelée blanche, auxquelles le pluviomètre est insensible, et dont l'apport n'avait pas été mis en ligne de compte quand le professeur FOREL montra qu'il est comparable à celui des pluies (3). Il explique par cet apport comment le bassin du lac Léman débite un volume d'eau supérieur à celui qu'y déversent les pluies et les neiges ; et cet excédent d'écoulement n'est pas un fait isolé, car il a été constaté dans d'autres bassins par les météorologistes suisses (4) et dans un bassin du plateau de Langres, qui alimente le réservoir de la Mouche, par l'ingénieur en chef MOISSENET. Pour qu'un bassin débite plus d'eau qu'il n'en reçoit des pluies mesurées au pluviomètre, il faut qu'il reçoive d'une autre origine une quantité d'eau suffisante pour compenser les pertes que subissent les eaux pluviales par suite de l'évaporation et de l'absorption dans les parties fissurées du sol. L'évaporation faisant à elle seule disparaître plus que la moitié des eaux pluviales (5), l'apport supplémentaire étranger aux pluies ou neiges figure pour plus de moitié dans les eaux débitées par le bassin et mesurées à sa sortie ; comme il est soumis aux mêmes causes d'évaporation ou d'absorption, on doit présumer que la quantité d'eau supplémentaire reçue par ce bassin est supérieure à celle des eaux pluviales. On ne connaît, d'ailleurs, d'autre origine à ces eaux supplémentaires que les condensations occultes, dont le dépôt se produit partout, et les résurgences qui pourraient exceptionnellement amener dans un bassin des eaux déversées par les pluies dans un autre ; de sorte que l'apport des condensations occultes est prédominant et parfois supérieur à celui des pluies.

Si l'on ne connaît pas encore par des mesures précises la

proportion dans laquelle le reboisement augmente ces condensations occultes, il suffit de remarquer les panaches de givre qui garnissent un arbre après certaines nuits d'hiver, et l'infime quantité de rosée qui recouvre dans son voisinage le sol dénudé sur une surface équivalente à sa projection horizontale, pour voir que la végétation augmente considérablement les condensations occultes.

Diverses Sociétés et Publications scientifiques se sont attachées depuis quelques années, des deux côtés de l'Atlantique (1) à stimuler et à coordonner les recherches dans cet ordre d'idées. Les expériences comparatives que M. MARCHAND avait projetées à l'observatoire du Pic du Midi ont été malheureusement ajournées par le décès de cet éminent météorologiste ; mais on sait déjà, par les observations du capitaine HENRI POLIER, que dans des régions sénégalaises, éloignées de la mer et des cours d'eau permanents, la rosée subsiste pendant la saison sèche, assez abondante pour entretenir la végétation et abreuver certains animaux ; par celles de sir William GARDNER REED qu'en Californie où il ne pleut pas depuis le commencement de juin jusqu'à la fin de septembre, les arbres ruissellent d'humidité et les prairies restent vertes dans leur voisinage, au lieu de roussir comme en terrain découvert. Ces observations confirment suffisamment les indications de la théorie pour donner l'assurance qu'en reboisant les bassins supérieurs des torrents on y doublerait au moins les condensations occultes. Les eaux que reçoit chaque bassin seraient augmentées ainsi de moitié (50 %) par le renforcement des condensations occultes, en sus des 10 % dus à l'accroissement de la pluviosité sur les terrains boisés, et l'augmentation totale serait ainsi de 60 %. On pourrait donc, tout en ne reboisant que le tiers de chaque bassin afin de laisser aux habitants des pâturages pour leurs troupeaux, relever de 20 % le débit utilisable pour la production des forces motrices. Sans doute ce résultat ne peut être instantané ; mais, si le tiers des montagnes était reboisé depuis quelques dizaines d'années, il aurait été possible d'utiliser un bien plus grand nombre de chutes, et celles aménagées jusqu'à ce jour pour la houille blanche produiraient le travail de 1.800.000 chevaux-vapeur au lieu de 1.500.000 seulement.

Il est bien regrettable que l'œuvre du reboisement, commencée par l'Etat depuis 1860, ait été si longtemps entravée par l'opposition des montagnards, aveuglés par un déplorable préjugé d'antagonisme entre la forêt et le pâturage. Ce préjugé est maintenant déraciné, depuis que les expériences de « l'Association centrale pour l'aménagement des montagnes » (2) ont montré combien sont solidaires ces deux éléments essentiels de l'économie alpestre, depuis que ces

(1) P. DESCOMBES. — *Sur un mode de l'action hydrologique des forêts*. Procès-verbaux de la Société des sciences physiques et naturelles de Bordeaux, 19 mars 1904. *La défense forestière et pastorale* Paris 1911. Gauthier-Villars; éd. *L'utilité internationale des forêts*. La vie internationale, t. v. p. 27-57, Bruxelles 1914. — *Les pluies, les condensations occultes et le reboisement rationnel* — Mémoires de la Société des sciences physiques et naturelles, t. v. 60. série Bordeaux 1914. — *Le reboisement et les condensations occultes*. Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences, Congrès du Havre 1914. — *Entreprises utiles à l'amélioration du régime des eaux*, 2^e Congrès de la houille blanche. Tome I, page 317 Lyon 1914. — *Refor. station and occult condensation* Monthly Weather Review (43.617) Washington, 1915. — William Gardner Reed *Fog as Source of water supply* Monthly Weather Review (41, 288) — D. Varigny. *Chronique scientifique*, la bibliothèque universelle, Lausanne 1917. — *Influence du reboisement sur l'abondance des condensations occultes*. — Annales de la Société d'agriculture de la Gironde 1917, page 271. — El viejo Forestal, *Condensation del agua de los nieblas*, Bulletin de los amigos del arbol, mars 1918.

(2) Association désintéressée de souscripteurs à 10 francs par an, reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Bordeaux, 142, rue de Pessac.

(1) E.-A. MARTEL. *La marche à la lune*. Premier Congrès de l'arbre et de l'eau, page 355. Limoges 1907.

(2) DE DROUIN DE BOUVILLE *Observations de météorologie forestière à la station de recherches de l'Ecole nationale des eaux et forêts* Bulletin du ministère de l'agriculture 1909, n° 2.

(3) FOREL *Le Léman, monographie limnologique*, Lausanne, 1892-1895.

(4) Service d'études des grandes forces hydrauliques, région des Alpes. Paris 1908, III, page 22.

(5) Daubrée. *Commission des Inondations* Rapports et documents, page 506. Paris 1910. Imprimerie Nationale.

leçons de choses font jaillir la végétation spontanée dans les plaies béantes du sol jusque sur les rochers ⁽¹⁾ et transforment autour d'elles les montagnards en auxiliaires du reboisement.

La France est maintenant contrainte par l'agression préméditée de la barbarie à sacrifier ses forêts ⁽²⁾ pour coffrer ses tranchées sans enlever au transport des troupes et des munitions la flotte commerciale qui lui apportait en temps de paix plus que moitié du bois d'œuvre nécessaire à ses industries ⁽³⁾. Il lui faudra donc développer aussitôt après la victoire finale un immense effort de restauration forestière, dont les éléments doivent être complétés dès aujourd'hui, pour ne pas tarir les sources de la houille blanche et de toutes les branches de la richesse publique ⁽⁴⁾.

II. — LES EXEMPTIONS D'IMPOTS APRÈS REBOISEMENT ⁽⁵⁾.

On sait que la législation et la jurisprudence française sont bien loin d'être adaptées aux particularités de la propriété forestière, dont les produits périodiques à longue échéance ne sauraient être confondus avec les produits annuels de l'agriculture ni avec ceux, intermittents, de la viticulture. Cette différence fondamentale dans la nature des revenus apporte à l'assiette de l'impôt des difficultés déconcertantes, dont l'étude tient une large part dans le cours de sylvonomie (économie et politique forestières) fondé en 1912 par l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes à la Faculté des sciences de Bordeaux.

Si la législation fiscale des forêts n'a pas encore été modifiée comme leur législation économique, où la loi du 2 juillet 1913 « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées » a posé la première assise pour l'orientation des capitaux vers le reboisement, la jurisprudence fiscale des forêts vient de faire un pas en avant qui présente un intérêt capital pour les propriétaires forestiers de la Gironde.

UN ARRÊTÉ. — Le Conseil de préfecture des Landes vient en effet de prendre, le 18 décembre 1917, l'arrêté suivant :

« Considérant qu'aux termes des lois du 31 décembre 1907 et 29 mars 1914, article 3, le nouvel impôt foncier des propriétés non bâties est basé sur le revenu actuel des parcelles composant ces propriétés ; que, pour donner une base légale à la nouvelle évaluation forestière, il faut rechercher et déterminer le revenu des parcelles, soit au moment de la nouvelle confection du cadastre, soit au moment de l'entrée en application de la loi du 29 mars 1914, c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre 1914 ;

« Considérant que c'est méconnaître l'esprit de la loi et en fausser le sens et la portée que d'attribuer à des parcelles boisées, manifestement improductives à raison de leur jeune âge, non le revenu net qu'elles peuvent actuellement produire, mais le revenu net moyen qu'elles seraient susceptibles de rapporter pendant une période de soixante ans et de calculer ainsi sur ce chiffre le quantum de l'impôt-actuelle-

ment réclamé ; que c'est à bon droit que le pétitionnaire réclame un dégrèvement pour les parcelles boisées actuellement improductives de revenus. Après en avoir délibéré, Arrête :

« Les parcelles improductives de revenus énumérés dans « la réclamation de X..., seront dégravées de l'impôt auquel « elles ont été assujetties pour l'année 1917. »

Voilà une décision que le Syndicat agricole des Landes n'a obtenue qu'après de longs efforts et des débats encore plus longs. Les sylviculteurs girondins peuvent en faire leur profit.

Elle a été résumée en deux lignes par un conseiller général de l'Aveyron, qui est en même temps conseiller à la Cour de cassation :

« Les bois de pins qui, après un premier abatage, « sont replantés à main d'homme peuvent à nouveau « bénéficier de l'exemption trentenaire de l'article 226 du « Code forestier.

« Dans les bois de haute futaie qui ne sont pas mis en « coupes réglées, l'abatage futur n'est pas un revenu actuel « pouvant servir de base à la contribution foncière ⁽¹⁾.

UN COMMENTAIRE. — Il convient d'ajouter à cette formule si lucide quelques extraits du savant commentaire donné par son auteur :

« Les questions fiscales font, en ce moment, l'objet de toutes les préoccupations. L'augmentation des impôts va aller en croissant et le poids de la guerre sera supporté par plusieurs générations de contribuables. Ce sera pour les gens de l'arrière l'accomplissement d'un devoir patriotique auquel nul ne doit se soustraire ; il ne faut pas se lasser de le répéter dans notre Rouergue où la morale fiscale est souvent fort relâchée. Frauder le fisc est une pratique à laquelle les casuistes les plus rigoristes ne trouvent rien à redire. Et cependant ne voit-on pas que se soustraire à sa quote-part légitime d'impôt, c'est la faire retomber sur le voisin ? Et faire payer à celui-ci ce qu'il ne doit pas, n'est-ce pas manquer à la probité la plus élémentaire ? Nous avons beaucoup à faire pour réformer notre mentalité aveyronnaise sur ce point. Mais ce n'est pas un sermon sur la probité fiscale que je veux écrire ici aujourd'hui.

« Je veux, au contraire, sur un point spécial et tout à fait nouveau, signaler à certains contribuables fort intéressants jusqu'où va leur droit à l'exemption fiscale. Payer tout ce que l'on doit, au delà résister, telle devrait être la règle en cette délicate matière.

« Depuis quelques années, on a beaucoup planté et replanté sur notre sol rouergat. Une Société de reforestation, dont j'ai parlé ici-même, se fonde à Rodez et groupe fort utilement des bonnes volontés un peu éparses. Les terrains ainsi replantés sont-ils toujours, partout et à perpétuité exempts de la contribution foncière ? Telle est la question qui vient d'être récemment et très solennellement débattue devant un Conseil de préfecture et dont je voudrais dire un mot ici. Elle est d'autant plus intéressante que la loi du 31 juillet 1917 a porté de 4 à 5 % le taux de la contribution foncière des propriétés bâties ou non bâties.

« L'article 226 du Code forestier porte que « les semis et « plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes seront exempts de « tout impôt pendant trente ans. »

« Mais sur ces terrains ainsi plantés, l'Administration des Contributions directes a, en certaines régions, émis la double prétention : 1. De ne faire jouer l'article 226 du Code

⁽¹⁾ *Le reboisement et le développement économique de la France*, Paris 1918. Berger-Levrault, éditeur.

⁽²⁾ H. GOMOT, *Adieu, nos belles forêts !* (Le « Petit Journal », 9 janvier 1918.)

⁽³⁾ *La répercussion forestière de la guerre*. (« Bois et Résineux », 26 mai 1918.)

⁽⁴⁾ *Le reboisement et le développement économique de la France*, Paris 1918, Berger-Levrault, éditeur. — *Le déficit de la population dans les régions montagneuses*. (Journal de la Société de statistique de Paris, février 1917.)

⁽⁵⁾ Extrait de *Bois et Résineux*, du 5 mai 1918.

⁽¹⁾ *Billet Rouergat*, journal de l'Aveyron, 3 mars 1918.

forestier qu'une seule fois, de telle sorte qu'après trente ans écoulés et après coupe, si le propriétaire d'une forêt est obligé de la replanter, il n'aura plus droit à aucune nouvelle exemption ; 2. de répartir le produit des coupes sur les années qui les précèdent. Exemple : les pins sont abattus généralement à l'âge de 60 ans. On considérera pour la fixation du revenu foncier que la forêt de pins donne chaque année, à partir de la plantation, un 60^e de la valeur de la coupe.

« La première de ces prétentions est sans intérêt pour les forêts de hêtres ou de chênes qui se reproduisent automatiquement elles-mêmes et sans aucun travail spécial. Là, il ne saurait être question d'une nouvelle plantation et on comprend que l'article 226 du Code forestier ne puisse jouer qu'une fois et pour une seule période de trente ans. Leur adolescence, au point de vue fiscal, ne dure que trente ans, mais leur maturité reste éternelle et ne connaît aucune décrépitude.

« La première des questions que je signalais tout à l'heure ne se pose donc que pour les forêts de pins qui, après coupe, doivent être replantées. Les jeunes pins ne croissent pas sous les grands arbres ; ceux que l'on pourrait y semer ou y planter, privés d'air ou de lumière, ne pourraient se développer ; les troncs ni les racines ne donnent aucun rejet, de telle sorte que lorsque les pins qui forment une forêt ont été coupés, il ne reste souvent rien et il faut la reconstituer de toutes pièces. Le propriétaire est alors obligé de renouveler l'effort qu'il avait fait une première fois. Bénéficiera-t-il d'une seconde exemption trentenaire de la contribution foncière en vertu de l'article 226 du Code forestier ? Non, disait l'Administration des Contributions directes ; oui, vient de répondre le Conseil de préfecture des Landes par son arrêté du 18 décembre 1917. »

GIRONDINS A L'ŒUVRE !

Il appartient maintenant aux propriétaires forestiers de la Gironde, dont le genre d'exploitation est identique à celui du département voisin, de manœuvrer en vue d'atteindre les mêmes exonérations.

Cette nouvelle amélioration de la jurisprudence fiscale ne présente pas moins d'importance que celle obtenue pour remédier pendant le reste de la période trentenaire à l'ajournement si fréquent des demandes nécessaires pour profiter du dégrèvement prévu par le Code forestier après un reboisement de landes (1).

III. — UN VŒU DE L'ASSOCIATION CENTRALE POUR L'AMÉNAGEMENT DES MONTAGNES (2)

La France est aujourd'hui contrainte, par les nécessités de la défense nationale, à sacrifier ses forêts pour coffrer ses tranchées sans enlever au transport des troupes et des munitions la flotte commerciale qui lui apportait, en temps de paix, plus de la moitié du bois d'œuvre indispensable à ses industries. Il lui faudra donc développer aussitôt après la victoire finale un immense effort de restauration sylvestre, dont tous les éléments doivent être complétés dès maintenant, pour ne pas tarir les sources de la houille blanche et toutes les branches de la richesse publique.

Dans ces conditions, l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes, dont les expériences de démonstration sylvo-pastorale sont autant de leçons de choses

remplaçant la dégradation par la régénération spontanée et transformant les montagnards en auxiliaires du reboisement, dont les publications et le cours de sylvonomie à la Faculté de Bordeaux analysent les particularités déconcertantes de la propriété sylvestre et développent les bases de la politique forestière adoptée par la loi du 2 juillet 1913, issue de son initiative, a émis le vœu suivant :

DÉLIBÉRATION DU 14 JUIN 1918.

Le Comité de l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes : Considérant l'urgente nécessité de remplacer les arbres sacrifiés à la Défense nationale ;

Considérant que les Sociétés forestières et les particuliers, propriétaires des deux tiers des forêts françaises doivent être mis en mesure de collaborer immédiatement à cette œuvre indispensable ;

Considérant que la sylviculture privée est encore dépourvue des encouragements et du crédit organisés pour les autres branches de l'agriculture ou de l'industrie ;

Considérant que la loi du 2 juillet 1913, tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, a déjà débarrassé le reboisement d'importants obstacles en autorisant les Associations et les Caisses d'épargne à y prendre part, mais qu'il subsiste encore des dispositions législatives ou administratives empêchant diverses catégories de capitaux d'y participer dans la mesure nécessaire. Emet le vœu :

« Que les pouvoirs publics dotent sans retard la sylviculture privée d'encouragements et d'instruments de crédit équivalents à ceux existants déjà pour les autres branches de l'agriculture ou de l'industrie, et fassent disparaître les obstacles législatifs ou administratifs qui gênent encore le reboisement. »

Et décide que la présente délibération sera transmise à M. le ministre de la guerre, président du Conseil et à MM. les ministres de l'agriculture, des travaux publics, des finances, de l'armement, du blocus, de l'intérieur, du commerce, du travail et de la prévoyance sociale.

Paul DESCOMBES,

Directeur honoraire des Manufactures de l'Etat

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DES FORCES HYDRAULIQUES

Textes des Procès-Verbaux des Séances

DEUXIÈME SÉANCE DU 21 JUIN 1917 (14^e SÉANCE)

Présents : MM. KLOTZ, Président ; DEVELLE, LÉON PERRIER, MARGAINE, DUROIS, BERTHÉLEMY, ROUSSEAU, FÉRET DU LONGBOIS, MAHIEU, SALLES, DABAT, TROTÉ, BLAZEIN, CHARMEIL, DUPONTEIL, Colonel MAISON, Commandant CAHEN, HÉTIER, CONTE, CORDIER, BOUCHAYER, BOUGAULT, PINOT, LAVAUD, PETIT, LORTIE.

Excusés : MM. MONESTIER, BARCT, JUCY, Alexandre BÉRARD, Marc RÉVILLE.

La séance est ouverte à 9 heures du soir.

M. LE PRÉSIDENT dit que, sur la première question à résoudre ce soir par la Commission : « Quelle participation dans les redevances faut-il assurer aux collectivités ? », M. Mahieu a préparé une note dont il donne lecture :

« A l'heure actuelle, les collectivités diverses n'ont droit à aucune part des redevances en argent qui vont entièrement à l'Etat. Par contre, elles bénéficient d'un accroissement de revenus sous forme d'impôts directs et en particulier de la patente, au

(1) Exonération d'impôt sur les terrains semés ou plantés en bois. *Annales de la Société d'Agriculture de la Gironde*, 1915, page 55.

(2) Extrait de *Bois et Résineux*, du 14 juillet 1918.